

La formation des enseignants primaires : histoire et reformes actuelles [sous la dir. de Lucien Criblez, Rita Hofstetter]

Autor(en): **Bourquin, Jean-Christophe**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **9 (2002)**

Heft 3

PDF erstellt am: **20.09.2024**

Nutzungsbedingungen

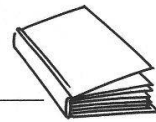
Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



LUCIEN CRIBLEZ, RITA HOFSTETTER
(DIR.) AVEC LA COLLABORATION
DE DANIELE PERISSET-BAGNOUD
**LA FORMATION
DES ENSEIGNANTS PRIMAIRES
HISTOIRE ET REFORMES ACTUELLES**

PETER LANG, BERN 2000, 595 P., FS 45.-

Les contributions composant l'ouvrage dirigé par Lucien Criblez et Rita Hofstetter explorent la formation des enseignants primaires dans trois directions.

Tout d'abord des contributions d'historiens: monographies à propos du Valais (Danièle Perisset-Bagnoud), de l'Argovie (Peter Metz et Gottfried Hodel), du Jura (Louis-Joseph Fleury), du canton de Berne (Claudia Crotti), de la Suisse centrale (Markus Diebold), de Zurich (Alexandra Bloch, Juerg Schoch et Claude Bollier), du Tessin (Piero Bertolini, Gianni Ghisla et Ivo Monighetti), de Genève (Rita Hofstetter et Bernard Schneuwly) et enfin une approche globale de la question à propos de la Suisse alémanique (Lucien Criblez).

Des contributions ensuite aux débats sur les réformes actuelles (c'est à dire les réformes en cours en 1999): comparaison des formes organisationnelles de l'Université et des Hautes écoles pédagogiques (HEP) (Philippe Perrenoud), questions sur les possibilités d'innovation dans le domaine de la formation des enseignants (J. Oelkers), sur la fonction de formateur dans une HEP (Olivier Maradan) et sur le rôle de la didactique dans la formation des enseignants (Therèse Thevenaz-Christen).

Une comparaison internationale enfin, avec des synthèses sur la formation des enseignants en Allemagne (Elke Schubert), en France (Claude Lelièvre), au Québec (Therèse Hamel) et en Italie (Bertolini, cf. *supra*); une exploration de la figure de directrice d'école normale en France et en Algérie colonisée (Malika Belkaid et Daniel Hameline) et un état

des lieux à propos des Instituts universitaires de formation des maîtres en France (Alain Bouvier).

Géographiquement, la Suisse alémanique est nettement mieux couverte (en particulier par la contribution de Criblez) que la Suisse romande, pour laquelle manquent des contributions sur Vaud, Fribourg et Neuchâtel, marque évidente des lacunes de la recherche historique dans ces cantons.

Les différentes contributions se fondent d'une part sur des recherches historiques ou sociologiques fouillées (les monographies historiques) et, d'autre part sur l'expérience vécue d'acteurs des différentes et récentes innovations dans la formation des enseignants primaires. Parmi celles-ci quelques-unes ont plus spécialement retenu notre attention.

Etrangement insérée à la trois-centième page de l'ouvrage, la vue d'ensemble proposée par Lucien Criblez, *Das Lehrerseminar. Zur Entwicklung eines Lehrerbildungskonzept*, est certainement le premier texte à lire. Il explore les modalités historiques de la formation des enseignants en Suisse alémanique et construit la différence entre le *Lehrerseminar* (une formation en internat, postobligatoire, dispensée par plusieurs enseignants) et la *Muster- ou Normal-schule* (une formation sous la houlette et dans la classe d'un instituteur, se présentant comme une sorte d'apprentissage). Le succès du *Lehrerseminar*, lisible d'ailleurs également en Suisse romande avec les écoles normales valaisannes (cf. la contribution de D. Perisset-Bagnoud), vaudoise et fribourgeoise doit beaucoup à sa dimension politique. Point d'appui du pouvoir en place, ces centres de formation ont été de tout temps utilisés pour diffuser dans le peuple la pensée politique juste, qu'elle soit conservatrice, catholique, démocrate, libérale ou radicale.

Criblez montre que les fondations de *Lehrerseminar* ont lieu en deux vagues: jusque dans les années 1880, répondant à l'extension de l'Etat enseignant et à ses besoins en personnel qualifié, puis à nouveau à partir des années 1960, pour faire face à la pénurie d'enseignants.

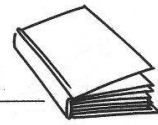
La disparition annoncée de la forme *Lehrerseminar*, avec une formation des enseignants appartenant désormais au secteur tertiaire, soulève la question de la progressive inadéquation de ces écoles historiques aux exigences actuelles. Criblez souligne leur double fonction: de formation générale à la sortie de l'école obligatoire et de formation professionnelle par la suite. Cette double identité, sous la pression du monde politique, des syndicats d'enseignants, de la concurrence intercantonale a fini par voir son unité conceptuelle se dissoudre avec la «gymnasialisation» de la formation générale, devenant petit à petit équivalente à celle menant à la maturité, et ouvrant ainsi la voie à la tertiarisation de la formation professionnelle (accès ouvert pour les porteurs d'une maturité obtenue dans un gymnase).

Criblez termine son article en se demandant de manière tout à fait pertinente si la formation générale de type gymnasial est impérative pour des enseignants qui auront pour tâche principale d'inculquer la lecture, le calcul et l'écriture?

La question de l'académisation de la formation est appréhendée par deux biais et deux articles différents; soit par la contribution d'Alexandra Bloch «*Hauptsache Sturtz der Burg von Küsnacht*». *Gesetzesvorlagen und Diskurse um eine akademische Volksschullehrerbildung im Kanton Zürich zwischen 1865 und 1938*, comme par le texte de Rita Hofstetter et de Bernard Schneuwly *L'universitarisation de la formation des enseignants et l'émergence des sciences de l'éducation 1870–1933. L'exception genevoise*. Pour

la première, les bases de cette évolution se trouvent dans les débats autour des projets de lois zurichoises de 1872 et de 1938 et l'échec de la redirection universitaire de la formation des instituteurs. Pour les seconds, la question est celle du lien entre discipline universitaire (les sciences de l'éducation) et formation professionnelle. Le premier échec zurichois est lié à l'argumentation réaliste-technique des opposants. Une formation à l'université éloignerait les instituteurs de leurs futurs élèves campagnards, ce que ne fait pas le *Lehrerseminar* de Küsnacht. Le coût des études à l'université pour les futurs enseignants serait fort élevé et exclurait les pauvres (le calcul fait par un opposant de l'investissement nécessaire et donc du salaire à verser à des instituteurs universitaires a dû aussi jouer un rôle assez déterminant). En face, les arguments du gouvernement démocrate, alors totalement hégémonique, visant à l'élévation du statut d'instituteur par la voie académique n'a pas pesé lourd face à une certaine tension entre centre et périphérie (études en ville ou à la campagne), et le projet de loi a été balayé.

Malgré l'échec de 1872, la question est restée ouverte, soutenue par les assemblées d'instituteurs. L'universitarisation a finalement eu lieu par la petite porte, avec la possibilité pour des étudiants ayant une maturité d'accéder à la formation professionnelle par le biais d'une école d'application à Zurich. En 1910, quatre possibilités existent pour devenir instituteur. Le *Lehrerseminar* de Küsnacht, celui, privé, d'Unterstrass (cf. dans le même recueil la contribution de Schoch et Bollier), la *Töchterschule* de Zurich et l'université. Par glissement, identifié par Criblez, la séparation se fait entre formation générale postobligatoire (*Unterseminar*) et formation professionnelle (*Oberseminar*). Le compromis trouvé permet la reconnaissance de la formation dans les *Unter-*



seminare comme équivalente à la maturité, ouvrant la voie d'une tertiarisation de la formation professionnelle, au sein et en dehors de l'Université.

Hofstetter et Schneuwly décrivent l'évolution qui mène à la réussite du modèle de formation des instituteurs dans le monde académique, en fondant leur questionnement sur le lien entre discipline universitaire et profession d'enseignant. Au 19^e siècle, le canton de Genève recrute ses instituteurs sur concours. Les connaissances de base des futurs régents genevois s'acquièrent par la forme de la *Musterschule*, l'apprentissage ou le compagnonnage d'un sous-régent chez un régent. On notera d'ailleurs que les salaires genevois, nettement plus élevés que ceux offerts ailleurs en Suisse romande, ne manquent pas d'attirer alors des instituteurs formés dans d'autres cantons (en particulier Fribourg, pour les classes de la partie catholique du canton), ce qui assimile partiellement le cas genevois à celui de Bâle-ville, décrit par Criblez. Le lien entre la formation des instituteurs et l'Université de Genève s'affirme dès 1872, avec la création d'une section pédagogique de l'école secondaire et avec des cours donnés par le titulaire de la chaire de pédagogie à l'université. Une complémentarité s'établit donc assez tôt et le développement de l'offre universitaire bénéficiera toujours à la formation des instituteurs genevois. La création, sous forme privée tout d'abord de l'Institut Jean-Jacques Rousseau, puis son rattachement à l'université tirera définitivement la formation des instituteurs genevois vers le monde académique. Hofstetter et Schneuwly voient dans le cas genevois une expérience comparable à d'autres, en Suisse ou à l'étranger. Notre sentiment est plutôt que l'absence d'école normale sur place fait de Genève un *hapax* pédagogique, du moins en Suisse. L'universitarisation zurichoise

s'est confrontée à des institutions en place, ayant fait leurs preuves depuis des années et dont les directeurs, ayant accédé au statut de notables sont à même de mener une campagne politique très efficace pour faire valoir leur point de vue. De plus, l'exiguïté du territoire genevois rend caduque toute tension entre centre et périphérie, très sensible à Zurich.

L'intérêt d'une comparaison entre ces deux contributions est qu'elles se fondent toutes deux sur une armature conceptuelle solide. Les théories et analyses de la professionnalisation chez Hofstetter et Schneuwly et celles de la construction de la *Bildungsbürgertum* chez Bloch. Pour les premiers, l'incarnation de l'instituteur en est rendue possible par l'universitarisation et le développement concomitant de la discipline et de la profession. Pour Bloch, au contraire, l'exclusion de l'instituteur d'une formation universitaire l'exclut des rangs du *Bildungsbürgertum*. A concept différent, conclusions différentes. On peut cependant se demander si l'instituteur universitaire est bien un *professionnel*, fonctionnaire qu'il est, et si son rattachement social ne devrait pas plutôt se faire aux échelons inférieurs du *Bildungsbürgertum*, à la petite bourgeoisie de compétences.

L'article de Jürgen Oelkers, *Probleme der Lehrerbildung: Welche Innovationen sind möglich?*, est un pavé dans la mare, questionnant brutalement l'efficacité des systèmes actuels de formation des enseignants. Pour l'auteur, une évaluation sérieuse est impossible face à l'absence de standards fixant des objectifs et face au fait que toute appréciation de la formation des enseignants est actuellement dans les faits une autoévaluation, menée par les responsables de la formation eux-mêmes. Cette situation, qui interdit tout regard détaché, rend les innovations pratiquement impossibles. Oelkers dès lors propose une série de mesures, qu'il

déclare lui-même utopiques: mandats de prestations précis donnés aux institutions de formation, avec délégation claire de compétences, limitée dans le temps; évaluation périodique des prestations, sur la base de standards connus dès le début du mandat; réformes et rectification de l'offre en fonction des constats tirés des évaluations. L'aspect brutal du texte d'Oelkers, à peine adouci par son utilisation diplomatique d'articles américains, plutôt que d'exemples suisses, est celui d'un pamphlet pour le *new public management*. L'auteur de cette recension s'en distancierait volontiers si Oelkers n'avait pas adossé sa contribution à une recherche extensive de l'*output* d'institutions de formation des enseignants, menée en enquêtant auprès des étudiants à leur sortie de formation, après un an, puis après cinq ans de pratique. Les résultats de cette investigation contraignent à une réflexion désagréable, mais raisonnée sur les systèmes de formation. Comme le dit Oelkers: «In Zukunft wird es nicht auf Gesinnung, sondern auf Effizienz ankommen, und gerade wer nicht einer neo-liberalen Marktorientierung des Bildungssystem das Wort redet, muss sich die Frage stellen, wie die Kritik mangelnder Effizienz zu begeben ist.»

On en restera sur ce défi lancé à tous ceux qui réfléchissent, participent d'une manière ou d'une autre à la formation des enseignants. A ceux-ci, la lecture de l'ouvrage de Criblez et Hofstetter s'impose, pour autant qu'ils parviennent à surmonter les lacunes du système suisse d'apprentissage des langues, qui font que Romands et Alémaniques, ayant atteint le «niveau gymnase» en allemand ou en français, demeurent largement incapables d'assimiler une contribution rédigée dans l'autre langue.

SYLVIA RAHN
DIE KARRIERISIERUNG
DES WEIBLICHEN LEBENSLAUFS
EINE HISTORISCHE REKONSTRUKTION DER ENTSTEHUNG
DER BERUFSWAHL IM WEIBLICHEN
LEBENS LAUF ENDE DES 19. UND
ZU BEGINN DES 20. JAHRHUNDERTS
(STUDIEN ZUR ERWACHSENEN-
BILDUNG, VOL. 18)

PETER LANG, FRANKFURT A. M. 2001, 308 S.,
 FR. 72.-, € 45,50

Im Schnittfeld von Frauen- beziehungsweise Geschlechterforschung, historischer (Berufs-)Bildungsforschung, pädagogischer Biografie- und soziologischer Lebenslaufforschung sowie Berufs- und Arbeitsmarktsoziologie thematisiert die vorliegende Arbeit die Entstehung der Berufswahl und die darauf bezogene Entwicklung der Berufsberatung für junge Frauen in Preussen Ende des 19. und anfangs des 20. Jahrhunderts. Gleichzeitig situiert sie sich im neuen Forschungsbereich der Übergangs- beziehungsweise Transitionsforschung, in der die Übergänge innerhalb des Bildungssystems, zwischen Bildungssystem und Beschäftigungssystem sowie zwischen Berufsarbeit und Weiterbildung untersucht werden. Die Berufswahl wird dabei einerseits als Statuspassage im Lebenslauf, die sich auf einen institutionalisierten Übergang bezieht, verstanden, andererseits als Entwicklungsaufgabe in der individuellen Biografie, bei der sich der einzelne mit gesellschaftlichen Anforderungen konfrontiert sieht, die institutionell gefordert, aber individuell zu bewältigen sind. Zudem interessiert sich die Autorin Sylvia Rahn für die in der jüngeren Sozialisations- und Jugendforschung betonte Differenz zwischen Fremd- und Selbstdeutungen.

«Mit diesem Untersuchungsprogramm, das das Berufswahlproblem der